

**Assemblée générale**

Distr. générale  
17 avril 2018  
Français  
Original : anglais

**Soixante-douzième session**

Point 160 a) de l'ordre du jour

**Financement des forces des Nations Unies chargées  
du maintien de la paix au Moyen-Orient : Force des  
Nations Unies chargée d'observer le désengagement**

**Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement :  
rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant  
du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017 et projet de budget  
pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit initialement ouvert pour 2016/17	47 714 100 <sup>a</sup>
Dépenses de 2016/17	55 880 400
Solde inutilisé de 2016/17	663 100
Crédit ouvert pour 2017/18	57 653 700
Montant estimatif des dépenses de 2017/18 <sup>b</sup>	57 653 700 <sup>c</sup>
Montant estimatif du solde inutilisé de 2017/18	—
Projet de budget du Secrétaire général pour 2018/19	61 847 600
Ajustement recommandé par le Comité consultatif pour 2018/19	(52 500)
Recommandation du Comité consultatif pour 2018/19	61 795 100

<sup>a</sup> Le montant total des ressources disponibles pour l'exercice 2016/17 s'élevait à 56 543 500 dollars et tenait compte des crédits approuvés, d'un montant brut de 47 714 100 dollars (montant net : 46 318 500 dollars), et des engagements autorisés d'un montant brut de 8 829 400 dollars.

<sup>b</sup> Montant estimatif au 31 janvier 2018.

<sup>c</sup> Avant de terminer le présent rapport, le Comité a approuvé des engagements d'un montant ne dépassant pas 4 111 800 dollars, le montant total des ressources disponibles étant de 61 765 500 dollars pour l'exercice en cours.



## I. Introduction

1. Aux fins de son examen du financement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 16 mars 2018. La liste des documents que le Comité consultatif a examinés et de ceux dont il s'est servi pour examiner le financement de la Force est donnée à la fin du présent rapport. Les observations et recommandations du Comité sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général, y compris celles qui portent sur les conclusions et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes au sujet des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017, se trouvent dans son rapport connexe ([A/72/789](#)). Les recommandations du Comité des commissaires aux comptes qui concernent spécifiquement la Force sont examinées au paragraphe 5 ci-après.

## II. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017

2. Par sa résolution [70/279](#), l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 47 714 100 dollars (montant net : 46 318 500 dollars) destiné à financer le fonctionnement de la Force pendant l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017. Dans une lettre datée du 23 mars 2017, le Comité consultatif a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant brut maximal de 8 829 400 dollars pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017, venant s'ajouter au montant brut de 47 714 100 dollars qui avait été précédemment autorisé pour l'exercice en question par l'Assemblée. Le montant brut des dépenses totales de l'exercice s'est établi à 55 880 400 dollars (montant net : 54 542 000 dollars), ce qui correspond à un taux d'exécution de 98,8 %. Le solde inutilisé, dont le montant brut s'élève à 663 100 dollars, représente 1,2 % du montant total du crédit ouvert et résulte de l'effet combiné des éléments suivants : a) des dépenses moins élevées que prévu au titre des militaires et du personnel de police (922 600 dollars, soit 3,5 %) et au titre du personnel civil (538 300 dollars, soit 3,8 %) ; b) des dépenses opérationnelles plus élevées que prévu (797 800 dollars, soit 5,0 %). Le Comité note que le montant des dépenses effectivement engagées en 2016/17 s'établissait à 55 880 400 dollars et que le montant total des ressources disponibles s'élevait à 56 543 500 dollars (comprenant le montant initial brut de 47 714 100 dollars et l'autorisation d'engagement de dépenses de 8 829 400 dollars en chiffres bruts), ce qui correspond à un solde inutilisé de 663 100 dollars et à une ouverture de crédit d'un montant net de 8 166 300 dollars qui doit être approuvée par les États Membres (voir par. 35 ci-dessous). On trouvera une analyse détaillée des écarts au chapitre IV du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017 ([A/72/633](#)).

3. Selon le rapport sur l'exécution du budget, durant l'exercice 2016/17, des ressources de la catégorie I (Militaires et personnel de police), d'un montant de 500 000 dollars, et de la catégorie II (Personnel civil), d'un montant de 300 000 dollars, ont été réaffectées au profit de la catégorie III (Dépenses opérationnelles) (*ibid.*, par. 30).

4. On trouvera ci-dessous, à la section IV relative au projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019 ([A/72/719](#)), les observations du Comité consultatif concernant les renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget au titre de divers objets de dépense.

5. Le Comité consultatif a également examiné le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2017 (A/72/5 (Vol. II), chap. II). Dans son rapport, pour ce qui est de la Force, le Comité des commissaires aux comptes a formulé des observations et des recommandations sur les questions suivantes : a) les stages de sensibilisation aux questions de sécurité informatique et le chiffrement des données pour les ordinateurs portables et autres appareils mobiles (ibid., par. 412 et 413) ; b) les questions environnementales (ibid., par. 434, 435 et 440 à 442 ; voir aussi par. 22 ci-après) ; c) la gestion des approvisionnements en denrées alimentaires (ibid., par. 512 à 514 ; voir également par. 32 ci-après). **Le Comité compte que les recommandations du Comité des commissaires aux comptes seront mises en application dans les meilleurs délais.**

### III. Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

6. En ce qui concerne les dépenses effectives et le montant estimatif des dépenses de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018, le Comité consultatif a été informé qu'au 31 janvier 2018 les dépenses s'élevaient à 42 549 500 dollars (montant brut). À la fin de l'exercice en cours, le montant estimatif total des dépenses devrait atteindre 61 765 500 dollars, pour un crédit ouvert de 57 653 700 dollars, ce qui entraînerait un dépassement de crédit de 4 111 800 dollars.

7. Le Comité consultatif a également été informé que ce dépassement de crédit était dû au fait que la Force retournait progressivement dans le secteur bravo, conformément aux dispositions des résolutions 2361 (2017) et 2394 (2017) du Conseil de sécurité. Dans ce contexte, la Force avait commencé à déployer 138 militaires supplémentaires ainsi que des véhicules blindés de transport de troupes au camp Faouar en septembre 2017 pour mettre en place des patrouilles par roulement à partir du camp. Le déploiement de ces militaires et véhicules blindés était achevé et il était prévu qu'ils restent dans la zone d'opérations de la Force jusqu'à la fin de l'exercice en cours. Le Comité a été informé que le déploiement de ces militaires n'aurait pas pu être anticipé au moment de l'élaboration du projet de budget pour l'exercice 2017/18 en raison de la précarité des conditions de sécurité dans le secteur bravo. Il a également été informé que le coût total du déploiement de militaires supplémentaires pendant l'exercice 2017/18 s'élevait à 4 651 800 dollars, dont 540 000 dollars (205 000 au titre des contingents et 335 000 au titre des dépenses opérationnelles) seraient financés dans les limites du budget approuvé pour l'exercice 2017/18. Avant de terminer le présent rapport, le Comité a approuvé des engagements d'un montant ne dépassant pas 4 111 800 dollars pour financer les dépenses supplémentaires en rapport avec les 138 militaires supplémentaires susmentionnés, le matériel appartenant au contingent et les dépenses associées jusqu'au 30 juin 2018.

8. Le Comité consultatif a été informé que les chiffres concernant l'occupation des postes du personnel militaire et civil de la FNUOD s'établissaient comme suit au 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

	Effectif autorisé/approuvé pour 2017/18 <sup>a</sup>	Effectif déployé	Taux de vacance (pourcentage)
<b>Militaires et personnel de police</b>			
Contingents	1 250	988	21,0

	<i>Effectif autorisé/approuvé pour 2017/18<sup>a</sup></i>	<i>Effectif déployé</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>
<b>Personnel civil</b>			
Postes			
Personnel recruté sur le plan international	42	37	11,9
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	88	82	6,8
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)			
Personnel recruté sur le plan international	10	7	30

<sup>a</sup> Niveau le plus élevé autorisé pour les militaires et le personnel de police et le nombre de postes approuvés pour le personnel civil.

9. Le Comité consultatif a été informé qu'au 14 février 2018, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la Force depuis sa création s'établissait à 2 039 501 000 dollars. Les paiements reçus jusqu'à cette date s'élevaient à 2 008 824 000 dollars, le montant restant dû s'élevant donc à 30 677 000 dollars. Au 12 février 2018, le solde de trésorerie de la mission s'établissait à 14 091 000 dollars, ce qui était suffisant pour couvrir la réserve de trésorerie opérationnelle correspondant à trois mois de dépenses d'un montant de 9 921 000 dollars (à l'exclusion des remboursements aux pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police).

10. Le Comité consultatif a également été informé que toutes les demandes de remboursement afférentes aux contingents présentées jusqu'en octobre 2017 avaient été réglées, le montant restant dû s'établissant à 2 711 000 dollars au 31 décembre 2017. Au 31 janvier 2018, les demandes relatives au matériel appartenant aux contingents avaient été certifiées et réglées jusqu'en septembre 2017, le montant restant dû s'établissant à 1 688 000 dollars au 31 décembre 2017. En ce qui concerne les indemnités payables en cas de décès ou d'invalidité, au 31 janvier 2018, 178 demandes d'indemnisation avaient donné lieu à des versements d'un montant total de 5 477 000 dollars depuis la création de la Force, et aucune demande n'était en instance de règlement.

## IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019

### A. Mandat et hypothèses budgétaires

11. Le mandat de la FNUOD a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution [350 \(1974\)](#). Il a été prorogé par d'autres résolutions du Conseil, dont la dernière en date est la résolution [2394 \(2017\)](#), par laquelle il a été renouvelé jusqu'au 30 juin 2018. Dans cette résolution, le Conseil a pris note du plan énoncé par le Secrétaire général en vue du retour progressif de la FNUOD sur les positions dont elle avait dû se retirer dans le secteur bravo, en évaluant continuellement les conditions de sécurité dans la zone de séparation et alentour et en poursuivant les pourparlers et la coordination avec les parties (voir [S/2017/1024](#)).

12. Les informations relatives aux principales priorités, aux hypothèses budgétaires et aux activités d'appui pour l'exercice 2018/19 sont résumées aux paragraphes 5 à 13 du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget de la Force pour 2018/19 ([A/72/719](#)).

13. Le Secrétaire général propose de restructurer la composante Appui à la mission en modifiant notamment les bureaux. Ces changements sont résumés dans le graphique qui suit le paragraphe 25 de son rapport et dans l'organigramme qui figure à l'annexe II. Le Comité consultatif rappelle que, dans son plus récent rapport d'ensemble sur le financement des opérations de maintien de la paix, le Secrétaire général a indiqué qu'une action concertée avait été menée au cours des dernières années pour harmoniser les fonctions et la structure organisationnelle des composantes Appui des missions et qu'une directive supplémentaire sur les structures de l'appui aux missions avait été publiée à l'intention des missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales pour compléter celle promulguée en décembre 2014 (voir [A/72/770](#), par. 90). Le Comité a été informé que la directive supplémentaire prévoyait pour toutes les opérations de maintien de la paix une structure commune composée de trois piliers relevant directement du Directeur ou du Chef de l'appui à la mission : gestion des opérations et des ressources, gestion de la prestation de services et gestion de la chaîne d'approvisionnement.

14. Ayant demandé pourquoi la Force n'avait pas adopté la structure en trois piliers susmentionnée, le Comité consultatif a été informé qu'une telle structure était plus adaptée à des missions plus importantes. Compte tenu de sa taille, de sa structure militaire et de ses besoins opérationnels, la Force proposait de passer à une structure en deux piliers au cours de l'exercice 2018/19, étant donné que les fonctions de gestion de la chaîne d'approvisionnement étaient actuellement assurées par le Bureau du Chef adjoint de l'appui à la mission. D'autres modifications de la structure d'appui seraient envisagées pour l'exercice 2019/20 en fonction des données tirées de l'expérience de 2018/19. **Le Comité formule d'autres observations sur la structure organisationnelle des composantes appui des missions dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général ([A/72/789](#) ; voir aussi [A/71/836](#), par. 125 et 126).**

## B. Ressources nécessaires

15. Le montant brut des prévisions de dépenses de la FNUOD pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019 s'élève à 61 847 600 dollars (montant net : 60 487 500 dollars), ce qui représente une augmentation de 4 193 900 dollars (7,3 %) en chiffres bruts, par rapport au crédit de 57 653 700 dollars ouvert pour l'exercice 2017/18 (voir par. 7 ci-dessus)<sup>1</sup>. Cette différence s'explique par l'effet combiné de l'augmentation proposée des dépenses au titre des militaires et du personnel de police (5 058 400 dollars, soit 17,9 %) et du personnel civil (522 000 dollars, soit 3,8 %) et de la diminution proposée des dépenses opérationnelles (1 386 500 dollars, soit 8,9 %). On trouvera aux chapitres II et III du projet de budget ([A/72/719](#)) des informations détaillées sur les ressources financières demandées et une analyse des variations.

### 1. Militaires et personnel de police

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif autorisé pour 2017/18<sup>a</sup></i>	<i>Effectif proposé pour 2018/19</i>	<i>Variation</i>
Contingents	1 250	1 250	—

<sup>a</sup> Niveau maximum de l'effectif autorisé.

<sup>1</sup> Comme le Comité consultatif a approuvé des engagements d'un montant ne dépassant pas 4 111 800 dollars, le montant total des ressources disponibles étant de 61 765 500 dollars pour l'exercice en cours, les ressources demandées pour 2018/19 représentent une augmentation de 82 100 dollars (0,1 %) par rapport au montant total des ressources disponibles pour 2017/18.

16. Le montant demandé au titre des militaires et du personnel de police pour 2018/19 s'élève à 33 324 600 dollars, soit 5 058 400 dollars (17,6 %) de plus que le montant alloué pour l'exercice 2017/18. Comme indiqué au paragraphe 57 du projet de budget (ibid.), cette augmentation s'explique principalement par le retour progressif de la Force dans le secteur bravo et notamment par a) l'application, pour le calcul des coûts relatifs au personnel militaire, d'un taux de vacance de postes de 20,2 % inférieur au taux de 31,2 % qui avait été utilisé pour le budget approuvé de l'exercice 2017/18 (voir par. 17 ci-dessous) ; b) l'augmentation des crédits demandés au titre des rations, qui est due à l'augmentation proposée du nombre de militaires, au fait que le prix unitaire des rations est plus élevé dans le secteur bravo et à la montée de la valeur de l'euro face au dollar des États-Unis ; c) la fourniture de véhicules blindés de transport de troupes supplémentaires appartenant aux contingents, qui doivent être déployés dans le secteur bravo compte tenu des conditions actuelles de sécurité.

17. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a obtenu un graphique présentant le calendrier de déploiement des militaires depuis l'exercice 2014/15 jusqu'à l'exercice 2018/19 (voir annexe). Le Comité a été informé qu'il était prévu que les 138 militaires supplémentaires et le matériel appartenant aux contingents qui étaient déployés à la mission depuis septembre 2017 et n'avaient pas été pris en compte dans le projet de budget pour 2017/18 restent à la FNUOD pendant l'exercice 2018/19 (voir par. 7 ci-dessus). Il s'est fait fournir des renseignements supplémentaires sur les taux de vacance de postes utilisés pour le calcul des coûts relatifs au personnel militaire pour les exercices 2016/17 à 2018/19 ; ces renseignements sont résumés dans le tableau ci-après.

<i>Contingents</i>	<i>Moyenne effective 2016/17</i>	<i>Moyenne prévue 2017/18</i>	<i>Moyenne actuelle 2017/18<sup>a</sup></i>	<i>Proposition pour 2018/19</i>
Effectifs déployés	828	963	988	998
Taux de vacance (pourcentage)	33,8	23,0	21,0	20,2

<sup>a</sup> Pour le mois de février 2018.

**18. Le Comité consultatif recommande l'approbation des propositions faites par le Secrétaire général concernant les militaires et le personnel de police.**

## **2. Personnel civil**

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2017/18</i>	<i>Effectif proposé pour 2018/19</i>	<i>Variation</i>
<b>Postes</b>			
Personnel recruté sur le plan international	42	51	9
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	88	88	–
<b>Emplois de temporaire<sup>a</sup></b>			
Personnel recruté sur le plan international	10	4	(6)
<b>Total</b>	<b>140</b>	<b>143</b>	<b>3</b>

<sup>a</sup> Financés au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

19. Le montant demandé au titre du personnel civil pour 2018/19 s'élève à 14 395 700 dollars, soit 522 000 dollars (3,8 %) de plus que le montant alloué pour l'exercice 2017/18. Le Secrétaire général indique que cette augmentation résulte de l'effet combiné des éléments suivants : a) l'augmentation des ressources demandées au titre du personnel recruté sur le plan international (1 978 900 dollars, soit 23,6 %), qui est due à la création proposée d'un poste de spécialiste des questions d'environnement (P-3), à la transformation proposée de huit emplois de temporaire (autres que pour les réunions) en postes soumis à recrutement international et à la hausse des ressources demandées au titre de la prime de danger en raison du déploiement prévu de 11 agents dans le secteur bravo ; b) la diminution des ressources demandées au titre du personnel recruté sur le plan national (434 000 dollars, soit 10,9 %), qui tient essentiellement à la baisse du montant des prestations qui sont offertes au personnel recruté sur le plan national, qui s'explique par l'application des derniers taux moyens, calculés en fonction de la composition des effectifs du point de vue de leur classe, de leur échelon et de leur catégorie de rémunération ; c) la diminution des ressources demandées au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) (1 022 900 dollars, soit 67,2 %), qui est principalement due au fait qu'il est proposé de transformer huit emplois de temporaire en postes soumis à recrutement international et qui est en partie compensée par les dépenses supplémentaires prévues en raison de la création proposée de deux emplois de temporaire d'ingénieur (P-3).

#### *Taux de vacance*

20. Les taux de vacance proposés pour le calcul des coûts relatifs au personnel civil pour l'exercice 2018/19 sont présentés à la section C du chapitre II du projet de budget (A/72/719) et sont les suivants : a) 9 % pour le personnel recruté sur le plan international ; b) 5 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national ; c) 50 % pour les emplois de temporaire. Le Comité consultatif s'est fait fournir des renseignements supplémentaires sur les taux moyens effectifs d'occupation des postes et sur les prévisions à cet égard, mois par mois, pour l'exercice 2017/18. Il en ressort que, pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national, le taux de vacance de postes s'élevait à 6,8 % à la fin janvier 2018 et que le taux moyen pour les sept premiers mois de l'exercice 2017/18, de juillet 2017 à janvier 2018, était également de 6,8 %. **Le Comité recommande qu'un taux de vacance de postes de 6,8 % soit appliqué pour le calcul des coûts relatifs aux agents des services généraux recrutés sur le plan national pour l'exercice 2018/19, au lieu du taux de 5 % proposé.**

#### *Recommandations concernant les postes et les emplois de temporaire*

21. En ce qui concerne le personnel civil, 143 postes et emplois de temporaire sont proposés pour 2018/19 : 51 postes soumis à recrutement international, 88 postes soumis à recrutement national et 4 emplois de temporaire soumis à recrutement international et financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions). Les propositions du Secrétaire général pour 2018/19 font apparaître une augmentation nette de trois postes et emplois de temporaire par rapport à 2017/18, qui s'explique par une augmentation de neuf postes soumis à recrutement international partiellement compensée par une diminution de six emplois de temporaire financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

#### *Nouveaux postes*

22. Au Bureau du Chef de l'appui à la mission, il est proposé de créer un poste de spécialiste des questions d'environnement (P-3) dont le titulaire veillera au respect de la réglementation nationale des pays hôtes en matière d'environnement ainsi que des directives de l'ONU ayant trait à l'énergie, à l'eau et à la gestion des déchets



(ibid., par. 29 ; voir aussi [A/72/5 \(Vol. II\)](#), chap. II, par. 434, 435 et 440 à 442). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'en l'absence d'un spécialiste des questions d'environnement, la Base de soutien logistique des Nations Unies avait aidé la Force à formuler ses propres directives environnementales et l'avait conseillée sur les mesures à prendre pour faire appliquer la stratégie de l'Organisation en matière de protection de l'environnement. Il a également été informé que la Force avait actuellement besoin d'un spécialiste des questions d'environnement résident à plein temps pour faire en sorte que sa présence ne menace pas les réserves d'eau souterraines utilisées par la population locale et pour réduire au maximum les conséquences que ses activités pourraient avoir sur l'environnement. Par exemple, il n'y avait pas de système local de traitement des eaux usées autour des locaux de la Force et les activités quotidiennes de celle-ci généraient des déchets tels que des huiles usagées et des batteries et des pneus usés qu'il fallait traiter et éliminer correctement. Le titulaire du poste de spécialiste des questions d'environnement (P-3) qu'il est proposé de créer veillerait à ce que la Force respecte la réglementation nationale des pays hôtes en matière d'environnement et qu'elle applique les directives de l'ONU dans ce domaine et serait également chargé de concevoir une stratégie pour réduire l'empreinte carbone de la mission.

### *Transformation*

23. Il est proposé de transformer huit emplois de temporaire (autres que pour les réunions) soumis à recrutement international en postes : a) cinq emplois de temporaire à la Section de la sécurité (1 chef de la Section de la sécurité (P-4), 1 analyste des informations sur la sécurité (P-3), 1 assistant chargé de la sécurité au niveau régional (Service mobile), 1 assistant à la sécurité (Service mobile) et 1 assistant à la sécurité, Enquêtes et formation (Service mobile)) ; b) un emploi de temporaire d'assistant chargé des ressources humaines (Service mobile) à la Section des ressources humaines ; c) un emploi de temporaire d'assistant (transports) (Service mobile) à la Section des transports ; d) un emploi de temporaire d'assistant au contrôle des mouvements (Service mobile) à la Section du contrôle des mouvements (ibid., par. 26, 30, 32 et 33).

24. Le Secrétaire général indique que les transformations ci-dessus sont proposées dans le cadre de la poursuite du redéploiement de la Force dans le secteur bravo et qu'elles visent à garantir la continuité de l'appui dont la Force a besoin pour mener à bien ses opérations sur le secteur bravo (ibid., par. 12). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la transformation proposée des huit emplois de temporaire mentionnés ci-dessus s'inscrivait dans la logique du caractère permanent du redéploiement dans le secteur bravo, conformément aux résolutions [2361 \(2017\)](#) et [2394 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité, et était liée à la nature et à l'importance de ces emplois. Il a également été informé que six de ces huit emplois de temporaire avaient été créés le 27 décembre 2013, en application de la résolution [68/260 A](#) de l'Assemblée générale, et que les deux autres (assistant à la sécurité et assistant à la sécurité, Enquêtes et formation), qui relevaient du Service mobile, avaient été créés au 1<sup>er</sup> juillet 2017, en application de la résolution [71/306](#) de l'Assemblée.

### *Transfert*

25. Il est proposé de transférer six postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national à la Section de la sécurité : a) quatre postes depuis la Section des transports (un poste d'assistant (transports) et trois postes de technicien automobile) ; et b) deux postes depuis la Section de la gestion des moyens (informatique et communications) (un poste d'assistant à l'information et un poste d'assistant de bureau). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les



fonctions des titulaires de ces six postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national resteraient identiques.

*Personnel temporaire (autre que pour les réunions)*

26. Quatre emplois de temporaire soumis à recrutement international sont proposés pour 2018/19, comme suit :

a) Création de deux emplois d'ingénieur (P-3) à la Section du génie. Le Secrétaire général indique que les titulaires se chargeraient des documents techniques nécessaires au rétablissement des réseaux de distribution d'électricité dans le secteur bravo et assureraient la coordination d'ensemble des travaux d'ingénierie avec les fournisseurs et le personnel du génie mis à disposition par les contingents de la FNUOD (ibid., par. 37). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'à l'heure actuelle, ces fonctions étaient assurées par trois vacataires. Il a également été informé que les services de ces trois vacataires ne seraient plus nécessaires en 2018/19 et que le projet de budget prévoyait une réduction correspondante des dépenses liées aux services d'entretien, d'un montant de 422 000 dollars, à la rubrique Installations et infrastructures ;

b) Reconduction de deux emplois de temporaire soumis à recrutement international, un conseiller spécial (P-5) et un officier de liaison de la mission (P-4), au Bureau du commandant de la force et Chef de la mission. Il est indiqué dans le projet de budget qu'il est nécessaire de maintenir ces emplois dont les titulaires sont notamment chargés de dispenser des conseils aux responsables de la Force et d'assurer la liaison avec le Siège de l'ONU et les missions régionales sur les questions de fond communes (ibid., par. 19). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que ces deux emplois de temporaire avaient été créés en 2013 et que celui de conseiller spécial (P-5) était vacant depuis novembre 2015. Le Comité a également été informé que le processus de recrutement pour l'emploi de conseiller spécial (P-5) avait dû être recommencé plusieurs fois parce que les candidats sélectionnés n'avaient pas reçu de visa du pays hôte et que le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat et la Force étaient en contact avec les autorités du pays hôte à ce sujet.

**27. Sous réserve des observations et recommandations qu'il a formulées au paragraphe 20 ci-dessus, le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général concernant le personnel civil. Le montant des dépenses opérationnelles correspondantes devrait être ajusté en conséquence.**

### 3. Dépenses opérationnelles

(En dollars des États-Unis)

	Montant alloué pour 2017/18	Montant proposé pour 2018/19	Variation
Dépenses opérationnelles	15 513 800	14 127 300	(1 386 500)

28. Les ressources demandées au titre des dépenses opérationnelles pour l'exercice 2018/19 s'élèvent à 14 127 300 dollars, soit une diminution de 1 386 500 dollars (8,9 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2017/18. Le Secrétaire général propose une diminution des dépenses dans les rubriques Installations et infrastructures (1 706 400 dollars, soit 18,0 %), Communications et informatique (270 400 dollars, soit 13,3 %), Santé (57 500 dollars, soit 21,4 %) et Voyages (39 800 dollars, soit 6,5 %). Cette diminution des dépenses serait partiellement compensée par l'augmentation des ressources demandées au titre des transports terrestres (445 900 dollars, soit 24,9 %), des fournitures, services et matériel divers

(184 700 dollars, soit 13,7 %), des opérations maritimes (50 000 dollars, par rapport à 0 en 2017/18) et des consultants (7 000 dollars, soit 63,6 %).

#### *Transports terrestres*

29. Les ressources nécessaires pour les transports terrestres s'élèvent à 2 234 300 dollars, en augmentation de 445 900 dollars (24,9 %) par rapport au crédit ouvert pour 2017/18. Il est indiqué dans le projet de budget que l'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par : a) le fait que six véhicules blindés en attente de comptabilisation en pertes devront être remplacés, et b) l'accroissement de la consommation de carburant dans le cadre du renforcement de la présence dans le secteur bravo, en raison de l'augmentation du nombre de patrouilles et de convois prévus et de la circulation. Le Comité consultatif s'est fait fournir des renseignements supplémentaires montrant que les coefficients véhicules/effectifs étaient plus élevés que les coefficients standard pour plusieurs catégories de personnel recruté sur le plan international. Ayant demandé la raison de l'importance de ces coefficients, il a été informé que la Force devait disposer de deux parcs automobiles distincts puisqu'elle opérait dans le secteur alpha et dans le secteur bravo et qu'il n'y avait ni point de passage entre les deux ni moyens de transport publics. En outre, dans les deux secteurs, le personnel et les contingents se trouvaient souvent dans des endroits dispersés, à une certaine distance des camps, et le personnel devait se déplacer beaucoup au quotidien pour s'acquitter de ses fonctions et mener ses activités liées au retour progressif de la Force dans le secteur bravo. **Le Comité compte que le coefficient véhicules/effectifs sera suivi de près et qu'il sera fait en sorte de l'aligner sur le coefficient standard, dans la mesure du possible. Il compte également que le parc de véhicules fera l'objet d'un examen dont les conclusions seront présentées dans le prochain projet de budget.**

30. Les ressources demandées pour la location de véhicules pour 2018/19 s'élèvent à 91 700 dollars. Le complément d'informations fourni montre que les dépenses effectives pour l'exercice 2017/18 s'élevaient à 45 700 dollars au 31 janvier 2018 et que les dépenses effectives pour l'exercice 2016/17 se montaient à 83 200 dollars, soit 53 % du crédit ouvert pour cet exercice (137 000 dollars). **Compte tenu de la structure des dépenses, le Comité consultatif recommande que les crédits alloués au titre de la location de véhicules soient réduits, passant de 91 690 dollars à 83 200 dollars, pour qu'ils correspondent au montant effectif des dépenses constatées pendant l'exercice écoulé.**

31. **Sous réserve des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 27 et 30 ci-dessus, le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général concernant les dépenses opérationnelles.**

#### **4. Questions diverses**

##### *Gestion des approvisionnements en denrées alimentaires*

32. Dans son rapport sur les opérations de maintien de la paix pour l'exercice clos le 30 juin 2017, le Comité des commissaires aux comptes a observé que certains des problèmes signalés par l'officier hygiéniste de la force dans ses rapports trimestriels avaient été constatés à plusieurs reprises pendant la période et avaient perduré en raison d'un manque de coordination entre les différentes sections (voir [A/72/5 \(Vol. II\)](#), chap. II, par. 512 à 514). Il s'agissait notamment de problèmes de denrées périmées, de gaspillage alimentaire dû à l'absence de réfrigérateur en état de marche, de paquets de nourriture ouverts et exposés à l'air libre, de couvertures antifeu inutilisées, d'extincteurs non rechargés et d'une panne de climatisation dans la cuisine. Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que l'Administration veille à ce que la FNUOD mette au point un dispositif de contrôle

interne afin de résoudre les problèmes alimentaires et sanitaires des contingents dans un délai déterminé. Ayant demandé des précisions sur les mesures prises pour appliquer la recommandation ci-dessus, le Comité consultatif a été informé que la Force avait affiné ses contrôles internes dans le domaine de la gestion des rations et qu'elle avait publié une circulaire administrative pour clarifier les rôles et procédures en matière de manipulation des aliments et donner des instructions en vue du strict respect des dates d'expiration. En outre, l'officier hygiéniste de la force serait chargé d'assurer régulièrement la surveillance et le suivi des procédures afin que les contrôles internes soient mis en œuvre.

#### *Bureau d'appui commun de Koweït*

33. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le poste d'assistant aux finances qui avait été provisoirement transféré au Bureau d'appui commun de Koweït pendant l'exercice 2017/18 dans le cadre de la centralisation des services chargés des états de paie et autres prestations dans Umoja (voir [A/71/836/Add.2](#), par. 45) resterait basé à Koweït pour l'exercice 2018/19. Entre outre, cet arrangement provisoire resterait en vigueur en attendant que l'Assemblée générale se prononce plus largement sur le dispositif de prestation de services centralisée. Le Comité reviendra sur cette question dans le cadre de l'examen qu'il consacrera aux futures propositions du Secrétaire général sur le dispositif de prestation de services centralisée. **Bien qu'il ne s'oppose pas à la mise en place d'un arrangement provisoire pour faciliter la mise en service d'Umoja, le Comité rappelle que, conformément à la résolution 70/248 A de l'Assemblée générale, tout changement apporté au dispositif actuel et futur de prestation de services doit être approuvé par celle-ci (voir [A/71/836/Add.2](#), par. 46, et [A/71/595](#), par. 52 à 55).**

#### *Matériel d'observation à distance*

34. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'à la suite de l'acte d'hostilité qui avait entraîné son départ du secteur bravo, la Force avait perdu 16 pièces de matériel d'observation à distance : 14 paires de jumelles longue portée et 2 paires de jumelles longue portée à imagerie thermique ou de vision nocturne. Les stocks actuels de matériel d'observation à distance comportent 42 pièces : 12 paires de jumelles longue portée à imagerie thermique et de vision nocturne, 28 paires de jumelles longue portée et 2 remorques. Le Comité a également été informé que ces 42 pièces de matériel se trouvaient dans le secteur alpha, dans le secteur bravo et dans le complexe du mont Hermon.

## V. Conclusion

35. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la FNUOD pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017 sont énoncées au chapitre VI du rapport sur l'exécution du budget ([A/72/633](#)). Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale :

a) **Ouvre un crédit additionnel de 8 166 300 dollars au compte spécial de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017, représentant le montant des ressources supplémentaires ayant fait l'objet d'une autorisation d'engagement, qui a été utilisé et non mis en recouvrement au titre de l'exercice clos le 30 juin 2017 ;**

b) **Tienne compte du montant de 47 714 100 dollars déjà mis en recouvrement auprès des États Membres conformément à sa résolution 70/279 et emploie des recettes provenant d'autres sources, d'un montant total de 508 100 dollars, pour l'exercice prenant fin au 30 juin 2017, à savoir le produits des**

placements (135 600 dollars), les produits divers ou accessoires (8 000 dollars), les ajustements sur exercices antérieurs (270 000 dollars) et l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (94 500 dollars) ;

c) Mette en recouvrement un montant additionnel de 7 658 200 dollars, qui représente la différence entre les crédits additionnels à ouvrir (8 166 300 dollars) et les autres sources de revenus (508 100 dollars) pour l'exercice prenant fin au 30 juin 2017.

36. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la FNUOD pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019 sont énoncées au chapitre IV du projet de budget ([A/72/719](#)). **Compte tenu des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 20, 27 et 31 du présent document, le Comité consultatif recommande que les crédits demandés soient réduits de 52 500 dollars et passent de 61 847 600 dollars à 61 795 100 dollars. Le Comité consultatif recommande donc à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit de 61 795 100 dollars aux fins du fonctionnement de la Force pour l'exercice de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019.**

#### *Documentation*

- Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017 ([A/72/633](#))
  - Rapport du Secrétaire général sur le budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019 ([A/72/719](#))
  - Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017 ([A/72/5 \(Vol. II\)](#), chap. II)
  - Rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2017 ([A/72/756](#))
- Rapport d'ensemble du Secrétaire général sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : exécution des budgets de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017 et budgets pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019 ([A/72/770](#))
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016 et sur le projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 ([A/71/836/Add.2](#))
  - Résolutions [70/279](#) et [71/306](#) de l'Assemblée générale
  - Résolutions 350 (1974) et [2394 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité

## Annexe

## Calendrier de déploiement des militaires depuis l'exercice 2014/15 jusqu'à l'exercice 2018/19

(Ajusté à des fins de présentation)

Effectif maximal autorisé : 1 250

	<i>Budget approuvé pour 2014/15</i>		<i>Budget approuvé pour 2015/16</i>	<i>Budget approuvé pour 2016/17</i>		<i>Autorisation d'engagement de dépenses délivrée par le Comité pour 2016/17</i>	<i>Budget approuvé pour 2017/18</i>		<i>Demande d'autorisation d'engagement de dépenses au Comité pour 2017/18</i>	<i>Budget proposé pour 2018/19</i>
Nombre de militaires financés	1 245		950	720	+110	830	860	+138	998	998
Nombre effectif de militaires déployés	898 <sup>a</sup>		795 <sup>b</sup>	828 <sup>c</sup>	110 <sup>d</sup>	858 <sup>e</sup>	868 <sup>f</sup>	153 <sup>g</sup>	982 <sup>h</sup>	—
	juin 2014	nov. 2014	juin 2015	juin 2016	sept. 2016	mars 2017	juin 2017	sept. 2017	févr. 2018	juin 2018
		Atteinte à la sécurité	Retrait total du secteur bravo		Début du retour dans le secteur bravo (camp Faouar uniquement)			Retour progressif dans le secteur bravo d'une compagnie mécanisée en prévision des activités de patrouille		

<sup>a</sup> Nombre effectif moyen de militaires déployés pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015.<sup>b</sup> Nombre effectif moyen de militaires déployés pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016.<sup>c</sup> Nombre effectif moyen de militaires déployés pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017.<sup>d</sup> Nombre effectif moyen de militaires déployés en lien avec le retour au camp Faouar en septembre 2016.<sup>e</sup> Nombre effectif moyen de militaires déployés pour la période du 1<sup>er</sup> au 31 mars 2017.<sup>f</sup> Nombre moyen effectif de militaires déployés pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2017.<sup>g</sup> Nombre effectif moyen de militaires déployés avec la compagnie d'infanterie mécanisée en septembre 2017.<sup>h</sup> Nombre effectif moyen de militaires déployés pour la période du 1<sup>er</sup> au 28 février 2018.